

Ce que veut Tureia en 2008

« Ils veulent tout effacer, partir pour de bon et nous laisser dans l'oubli »

Depuis plus d'un an, alors que des projets de réhabilitations des anciennes installations du CEP ont été présentés, la population de Tureia ressent un malaise difficile à expliciter mais qui s'est manifesté ouvertement à plusieurs reprises lors de visites sur l'atoll de l'administrateur d'Etat et du représentant du ministère de la Défense, M. Jurien de la Gravière. Lors de la réunion sur les réhabilitations organisée par M. l'Administrateur d'Etat des Tuamotu Gambier, le 11 janvier 2008, M. Maoake Brander, représentant des familles de Tureia, et M. Jean Mairihau ont exprimé avec beaucoup d'émotion ce malaise de la population de Tureia.

Aujourd'hui, les autorités présentent un plan de réhabilitation de Tureia, avec un programme de travaux – démolition de ruines, de dalles de béton – qui ont pour objectif de rendre à cet atoll l'aspect qu'il avait avant l'installation du CEP en 1965. Comme par le passé, la population de Tureia, ressent ces propositions de l'Etat comme quelque chose qu'on va à nouveau lui imposer sans même avoir demandé ou écouté son avis. Tout en reconnaissant le bien fondé de ce plan, la population de Tureia veut en priorité que les autorités de l'Etat et du Pays écoutent ses demandes.

Les gens de Tureia, aujourd'hui, ont de la difficulté à admettre ce qui a été imposé à leurs anciens et leurs parents du temps du CEP. Les anciens qui ont vécu l'arrivée du CEP chez eux ont gardé la mémoire d'une période où leur avis était négligé, sinon méprisé par les responsables du CEP. Les militaires se sont installés sur leur atoll et la petite population de Tureia est passée entièrement sous leur dépendance. Ils n'ignoraient pas qu'ils étaient l'atoll le plus proche de Moruroa où explosaient les bombes. Ils voyaient les « champignons » au-dessus de leur ciel. Ils obéissaient aux ordres des militaires qui les enfermaient dans les blockhaus. Ils ne pouvaient plus vivre et se nourrir selon leurs habitudes traditionnelles. Ils étaient laissés dans l'ignorance des dangers de la radioactivité. Tout cela a été intériorisé

au fil des années dans l'esprit de la population de Tureia. Aussi, il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui, le jugement des porte-parole de Tureia sur cette période du CEP soit extrêmement violent : « On n'est pas des animaux ! » est-il dit en fin du reportage de Thalassa de septembre 2005.

La période de l'après CEP a commencé à Tureia vers le milieu des années 1980, lorsque les essais souterrains de Moruroa et Fangataufa ne nécessitaient plus d'installations lourdes en dehors des atolls nucléaires. Les militaires sont partis et les gens de Tureia ont vécu ce départ comme un abandon. Tureia a néanmoins vécu, jusqu'à la fin des essais en 1996, sur une « fiction communale » puisque la population militaire de Moruroa gonflait les effectifs de la commune, avec des avantages en dotations communales qui n'ont guère permis le développement de l'atoll. Aujourd'hui, les représentants de la population de Tureia jugent qu'ils ont été abandonnés à la fois par l'Etat et par les gouvernements de Tahiti.

Avec rancœur, ils disent : « L'Etat nous a fait du mal ». Mais ce n'est pas seulement l'abandon ressenti qui motive leur jugement. Ils ont vu et ils voient leurs anciens mourir de cancers, leurs femmes atteintes de problèmes thyroïdiens, des enfants nés handicapés. Aujourd'hui, ils sont quand même moins ignorants qu'autrefois ; ils ont entendu parler des risques du nucléaire ; ils regardent la télévision et cela ouvre leurs yeux ; certains ont été invités à des rencontres internationales jusqu'à Hiroshima. Les habitants de Tureia ne comprennent pas que les problèmes de santé de la population de Tureia ne préoccupent pas plus les responsables de l'Etat et du Pays.

Les représentants de la population de Tureia s'inquiètent aussi des risques pour leur atoll si des effondrements se produisent à Moruroa et Fangataufa et si, un jour, la montée des eaux est telle que l'atoll risque d'être submergé. Tout cela, ils l'ont lu dans les rapports officiels et ils n'aiment pas du tout qu'on leur réponde que c'est sans risques pour Tureia. « Quelles sont les solutions

préconisées par les autorités de l'Etat ? Y a-t-il un plan d'urgence pour Tureia ? »

Les représentants de la population de Tureia ont pris connaissance de l'état de l'atoll de Moruroa : ils savent que le lagon de Moruroa est encore contaminé par des éléments radioactifs qui proviennent des explosions nucléaires. Les gens des îles connaissent bien leur océan : ils savent que Moruroa dispose d'un lagon largement ouvert sur l'océan. Lors de visites à Moruroa, ils ont vu des thons blancs de haute mer dans le lagon de Moruroa. Alors ils se posent des questions pour leur sécurité alimentaire et celle de tous ceux qui consomment du poisson pêché en haute mer : « La consommation des thons migrateurs qui ont séjourné dans le lagon de Moruroa est-elle dangereuse pour la santé ? »

Depuis 1996, où l'Etat a consenti un programme de compensations à la Polynésie française du fait de l'arrêt des essais, les habitants de Tureia ne comprennent pas non plus que leur atoll ne soit pas bénéficiaire d'une partie de cette compensation annuelle. « N'étions-nous pas les plus proches de Moruroa ? N'est-ce pas notre population qui a le plus souffert de ces essais ? » La population de Tureia ressent comme une grande injustice de n'avoir pas bénéficié d'une part de ces compensations pour contribuer au développement de l'atoll.

En 2002, le maire de Tureia a écrit directement au Président de la République pour lui dire le malaise des habitants de sa commune et l'interpeller pour qu'un programme de réparations soit mis en œuvre parce que Tureia a supporté beaucoup de sacrifices pour la France. Une nouvelle fois, n'ayant reçu ni accusé de réception ni réponse, les habitants de Tureia sentent durement, à nouveau, combien ils sont encore méprisés et laissés pour compte par les représentants de l'Etat.

En 2008, la population de Tureia n'accepte pas qu'on tente de lui imposer quelques travaux de « nettoyage » de la période CEP. « Ils veulent tout effacer, partir pour de bon et nous laisser dans l'oubli ». Ce

que veut Tureia, c'est d'abord que l'Etat comprenne que ce petit atoll et sa petite population mérite une reconnaissance particulière de la part de la France. Aujourd'hui, la France doit contribuer, à ce titre, au développement économique et sanitaire de Tureia. Aux yeux des habitants de Tureia, c'est une question de justice à son égard.

Les représentants de la population de Tureia présentent un programme de développement économique et sanitaire de leur atoll. Voici ce qu'ils souhaitent voir mis en œuvre au nom de la justice pour Tureia :

- la reconstruction et la protection de l'embarcadère ;
- la construction d'une route sur la partie non inondable de l'atoll ;
- l'ouverture d'une passe pour permettre l'accès des bateaux dans le lagon ;
- la construction d'un mur de protection du village contre les fortes houles ;
- la construction d'un ou de bassins pour des réserves d'eau potable, avec des canalisations ;
- l'installation d'un programme d'énergies renouvelables (électricité solaire ou éoliennes) ;
- la conservation des deux blockhaus, leur consolidation et la clôture du site avec un mur en matériau traditionnel (plaques de corail) ;
- la construction et l'équipement d'un bâtiment « lieu de mémoire » des essais nucléaires ;
- un suivi sanitaire régulier de toute la population de l'atoll.

Les représentants de la population de Tureia ne s'opposent pas au « nettoyage prévu ». Ils font cette proposition : « Parmi ces travaux à réaliser, on pourrait utiliser les gravats et plaques de béton des anciennes installations militaires qui restent à enlever. » Mais, avant tout, ils rappellent le préalable : la mise en route du programme de développement économique et sanitaire de leur atoll.